
Brève présentation de la déforestation dans les pays tropicaux

1. Introduction

Les pourparlers de l'ONU sur le climat ont déclenché un regain d'intérêt pour le sort des forêts tropicales au plan international. Leur destruction, leur protection et, par-dessus tout, leur rôle dans le stockage de carbone ont été débattus par les négociateurs du climat, par des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale, par des organisations de conservation et par tous ceux qui ont participé aux négociations de l'ONU depuis 2007. Les débats sont centrés sur REDD – Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. Le système REDD a été lancé officiellement en 2007 à Bali, en Indonésie, à l'occasion du sommet climatique annuel de l'ONU.

Le contraste entre l'intérêt international, les nouvelles initiatives et les milliards d'euros consacrés à REDD d'une part, et la persistance de la disparition accélérée des forêts d'autre part, nous a portés à consacrer un bulletin complet au problème de la déforestation tropicale. Ce bulletin met à profit l'expérience avec des initiatives internationales préalablement prises pour essayer d'arrêter la déforestation, auxquelles nous avons consacré d'autres bulletins [<http://www.wrm.org.uy/bulletin/19/>, <http://www.wrm.org.uy/deforestation/indirect.html>]. En nous centrant sur l'information dont nous disposons au sujet des principaux pays qui contiennent des forêts tropicales (Brésil, RDC et Indonésie), nous nous demandons pourquoi REDD+ et d'autres tentatives d'enrayer la destruction des forêts n'y sont pas parvenues. Ce bulletin souligne aussi le besoin d'associer et de renforcer les initiatives qui freinent vraiment la déforestation ; elles proviennent souvent des communautés tributaires des forêts et des mouvements qui soutiennent la lutte contre la déforestation. À cette lutte doivent se joindre d'urgence les acteurs internationaux – négociateurs du climat, investisseurs, mouvements, consommateurs, ceux d'entre nous qui achetons des produits qui proviennent des forêts tropicales en cours de disparition – en relevant le défi non seulement de s'attaquer aux causes directes mais, surtout, de prendre des mesures pour éliminer les causes sous-jacentes de la destruction des forêts.

2. La déforestation tropicale

Le taux de destruction des forêts

Les forêts tropicales continuent de disparaître et leur destruction s'est intensifiée au cours des dernières décennies. D'après la dernière Evaluation des ressources forestières mondiales de la FAO, le principal rapport statistique sur l'état des forêts du monde [1], pendant les années 1980 une superficie de 150 millions d'hectares a été déboisée. Les étendues déboisées les plus larges appartenaient à des forêts tropicales. Dans les années 1990, la déforestation a atteint 160 millions d'hectares. Dans la période 2000 – 2010, 130 millions d'hectares ont été détruits, apparemment moins que dans les deux décennies précédentes.

Cependant, ces données ne correspondent pas forcément à la réalité. La FAO se heurte à des difficultés pour obtenir des chiffres sûrs concernant plusieurs pays. En outre, ses analyses déforment la réalité à cause de la définition de forêt qu'elle applique.

LES PLANTATIONS NE SONT PAS DES FORETS !

La relative « réduction » de la déforestation signalée par la FAO pour la période 2000– 2010 est considérablement déformée, parce que la FAO confond les forêts et les plantations. D'après cette organisation, près de 50 millions d'hectares de « forêts » ont été « plantées » entre 2000 et 2010, souvent sous la forme de plantations industrielles d'arbres. Pour la FAO, ces plantations atténuent la perte de forêts. Par exemple, elle considère qu'il n'y a pas de « perte nette » de forêts lorsqu'en Indonésie on détruit une forêt primaire très riche en biodiversité et habitée par des peuples locaux, et que la zone est plantée d'acacias en régime de monoculture. Or, cette plantation expulse les gens, ne leur apporte aucun bénéfice et diminue la biodiversité. Le WRM et d'autres organisations font campagne depuis des années pour faire savoir que les grandes plantations industrielles d'arbres ne sont pas des forêts ; néanmoins, la FAO insiste à appliquer sa définition erronée, dont le critère de base est la présence d'arbres. [2]

Malgré tout, les chiffres de la FAO donnent une idée approximative de la portée de la disparition des forêts tropicales et des tendances en matière de déforestation. Dans la période 2000 – 2010, dans les trois régions qui possèdent la plupart des forêts tropicales – *le bassin de l'Amazonie, le bassin du Congo et l'Asie du Sud et du Sud-Est*– la perte nette de forêts a été la plus importante en Amérique du Sud et en Afrique (40 et 34 millions respectivement), suivie par celle de l'Asie du Sud et du Sud-Est, où 6,8 millions d'hectares de forêt ont été détruits, surtout en Indonésie.

Au niveau des pays de forêt tropicale, le Brésil est en tête de liste pour la période 2000 – 2010, avec une perte nette de forêts de 28 millions d'hectares, suivi par l'Indonésie (5 millions d'hectares), le Nigeria (4,1 millions d'hectares), la Tanzanie (4 millions d'hectares), le Zimbabwe (3,3 millions d'hectares), la RDC (3,1 millions d'hectares), le Myanmar (3,1 millions d'hectares), la Bolivie (2,9 millions d'hectares) et le Venezuela (2,9 millions d'hectares). Les données de la FAO confirment aussi que les mangroves continuent de disparaître rapidement, et que leur superficie mondiale est passée de 16,1 millions d'hectares en 1990 à 15,6 millions d'hectares en 2010. L'Indonésie, l'Australie, le Myanmar, Madagascar et le Mozambique sont mentionnés comme les pays qui ont perdu le plus de mangroves, et les chiffres risquent d'être plus élevés si l'on tient compte des limitations déjà mentionnées des renseignements de la FAO.

Quand on regarde la catégorie des « forêts primaires » en particulier, c'est encore en Amérique du Sud que la diminution a été la plus forte entre 2000 et 2010 : 29,6 millions d'hectares. Les cinq pays qui ont signalé la plus grosse perte de forêts primaires au cours des 20 dernières années sont le Brésil, le Gabon, le Mexique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Indonésie.

Les causes directes de la déforestation

Les principales causes directes de la déforestation sont bien connues : l'exploitation forestière, l'affectation de terres boisées à l'agriculture et à l'élevage, les plantations industrielles d'arbres, l'urbanisation, l'extraction minière, pétrolière et gazière, les barrages hydroélectriques et l'élevage industriel de crevettes. La plupart de ces activités ont en commun qu'elles sont souvent, mais pas toujours, de grande envergure, qu'elles sont entreprises par des multinationales, qu'elles répondent à la demande industrielle axée sur l'exportation, et qu'elles s'accompagnent souvent de violations des droits de l'homme. D'autres causes directes sont la pollution de l'air, les phénomènes climatiques extrêmes associés au changement climatique, et les incendies. Certains documents officiels sur la déforestation ont eu tendance à minimiser l'importance des causes mentionnées ou

même à attribuer aux entreprises de nouvelles initiatives « durables », tout en considérant l'agriculture itinérante pratiquée par de petits agriculteurs comme une des causes de la diminution des forêts, ou même comme la plus importante. À l'agriculture itinérante on ajoute parfois d'autres phénomènes, comme la pauvreté, la croissance démographique et la pression démographique, en tant que causes principales de la perte des forêts.

Le problème qui se présente lorsqu'on met l'accent sur les causes directes, les plus visibles, de la déforestation, c'est qu'on ne montre pas les divers facteurs qui les déterminent. Dans le cas des activités agricoles en forêt, les agriculteurs ou les communautés ont tendance à défricher un morceau de terre quand ils sont forcés de migrer ou de survivre de cette manière en raison de programmes de migration, de création d'établissements humains, de guerres, de politiques gouvernementales de privatisation de terres communales qui sont déjà utilisées par la population. Ces pratiques agricoles provoquent souvent la dégradation des sols car, dans les forêts tropicales, ils peuvent être trop pauvres pour supporter l'agriculture conventionnelle. Par conséquent, l'agriculteur est forcé de défricher une autre parcelle de forêt après quelques années. La terre agricole dégradée est souvent utilisée pendant quelques années encore pour élever du bétail. [3] Cependant, ces pratiques agricoles ne devraient être mises dans le même sac que les systèmes traditionnelles d'agriculture itinérante que les peuples tributaires des forêts ont appliqué et perfectionné dans le monde entier pendant de nombreuses générations, et qui leur ont permis d'assurer leur souveraineté alimentaire. Ces systèmes agroforestiers de cultures itinérantes ne mettent pas en péril la survie des forêts dont dépendent ceux qui les mettent en œuvre.

Les causes sous-jacentes de la déforestation

Au fil des ans, d'innombrables initiatives, axées surtout sur la conservation, ont été mises en œuvre pour inverser la tendance à la déforestation. Le peu de succès qu'elles ont eu a été attribué au fait qu'elles se concentraient sur les causes immédiates de la déforestation, sans prendre en compte ses causes profondes. Ces facteurs sous-jacents sont multiples, liés entre eux, peu visibles ; on les connaît mal et on n'en discute pas souvent.

Vers la fin des années 1990, des ONG ont réussi à faire inclure dans le programme du Forum intergouvernemental de l'ONU sur les forêts (FNUF) un processus pour déterminer les causes profondes de la déforestation. Avec des études de cas, sept ateliers régionaux auxquels ont participé des ONG et des représentants des communautés forestières et un atelier mondial, les principales causes sous-jacentes et les principaux agents de la déforestation ont été identifiés. [4]

Ces causes, souvent liées entre elles, ont été organisées sous les rubriques suivantes (nous incluons dans chaque cas quelques-unes des causes mentionnées) :

– *La question foncière* : dans les pays de forêt tropicale, des structures sociales profondément enracinées donnent lieu à des inégalités concernant la possession de la terre ; cela aboutit, d'une part, à l'absence de reconnaissance des droits fonciers des communautés et, d'autre part, à la privatisation des forêts en faveur de grands propriétaires terriens (grandes entreprises).

– *La gestion des ressources* : les politiques, explicites et implicites, et les plans de développement pour des zones boisées, qui comportent des problèmes politiques et de gouvernance ; l'accès inégalitaire aux ressources et à leur gestion ; la non-reconnaissance des multiples valeurs des forêts.

-
- *Le commerce (en particulier la libéralisation du commerce et le commerce international)* : étroitement lié au modèle de consommation qui aboutit à des pratiques d'extraction non durables et à d'autres activités de « développement » dans les zones boisées ; le commerce encourage fortement les activités axées sur l'exportation et l'obtention de bénéfices rapides, au lieu de la durabilité à long terme.
 - *Les relations économiques internationales* concernant le modèle macro-économique et comportant des programmes d'ajustement, la création de dette extérieure et du financement de la dette, et l'absence de réglementation des sociétés transnationales.
 - *L'exclusion sociale* : la discrimination à l'égard des peuples indigènes, des agriculteurs de subsistance et des pauvres en général ; ce problème est souvent perçu comme une conséquence des problèmes et des causes précédemment mentionnés.

De façon générale, on peut dire que la plupart de ces facteurs, à des degrés différents suivant le pays, sont toujours valables, presque une décennie et demie plus tard.

Le système REDD+ et la déforestation

L'intérêt international pour les forêts tropicales était fort au début des années 1990 ; les ONG internationales organisaient des campagnes et, au Sommet de la Terre de 1992, un des plus grands programmes pour arrêter la déforestation a été lancé dans un pays tropical, le Brésil. Ce programme pilote était financé par les pays du G7 et visait à combattre la déforestation dans l'Amazonie brésilienne. Bien que ce programme ait jeté les bases, par exemple, de la surveillance par satellite que le Brésil utilise aujourd'hui pour suivre l'évolution de la déforestation, il a donné lieu aussi à une réorganisation territoriale qui a permis la marchandisation, l'appropriation et la privatisation futures de la nature. [5]

L'attention internationale a diminué pendant la première moitié de la décennie suivante. Le système REDD a ravivé cet intérêt international depuis son lancement officiel en 2007 ; par la suite, il est devenu REDD+, le « plus » indiquant qu'il incluait aussi les activités forestières et l'agriculture. Or, tous ces efforts concentrés sur REDD+ pour les forêts, et même sur un REDD+ concernant le « carbone bleu » des mangroves, la promesse des gouvernements du Nord d'y contribuer avec 7,7 milliards USD,[6] et l'intérêt renouvelé pour les forêts au plan international, ont-ils réussi à réduire la déforestation ou, au moins, à inverser la tendance actuelle ?

Bien que les chiffres de la FAO concernant la déforestation indiquent une tendance à la « réduction » de la perte nette de forêts pour la décennie 2000 – 2010, surtout due au Brésil et à l'Indonésie, des rapports récents parvenus du **Brésil** et de l'ensemble de la région amazonienne suggèrent que la déforestation y est en train d'augmenter de nouveau. D'après les données de l'institut brésilien de recherche IMAZON, en décembre 2012 le taux de déforestation avait augmenté pour le quatrième mois consécutif et, en comparant les 5 derniers mois de 2011 à la même période de 2012, la perte de forêts avait doublé. [7] Il faudrait davantage d'information pour pouvoir parler d'une tendance ferme, mais les chercheurs mentionnent quand même certains facteurs qui pourraient expliquer cette intensification toute récente de la déforestation :

-
- Par suite de la décentralisation du contrôle des activités de déforestation en faveur des États et des municipalités, les postes fédéraux chargés de faire appliquer la législation pertinente ont été fermés, alors qu'ils étaient souvent les seuls obstacles véritables auxquels se heurtaient les entreprises forestières. Cette décentralisation rendra probablement plus difficile l'application du code forestier.
 - D'autres facteurs qui encouragent la déforestation sont, d'une part, la politique brésilienne qui favorise et finance les grands projets d'infrastructure et d'énergie, comme par exemple le barrage de Belo Monte [8], et d'autre part l'avancée dans la région des secteurs minier et agro-industriel.

En outre, le nouveau code forestier, officiellement approuvé en 2012, a été fortement contesté par la société civile et les scientifiques brésiliens, entre autres choses parce qu'il rendra la déforestation légale à des endroits où elle était illégale. Par exemple, le code réduit dans certains cas l'étendue des réserves forestières légales, ainsi que celle des zones de préservation permanente qui protègent les ruisseaux et les rivières.

Un autre rapport récent, publié par le Réseau amazonien d'information socio-environnementale géographique (RAISG) [9] en décembre 2012, a analysé la déforestation dans tout le bassin de l'Amazone, et il a identifié les 6 facteurs qui représentent les principales menaces pour le proche avenir de la région : la construction de routes, l'extraction de pétrole et de gaz, les barrages hydroélectriques, les mines, les incendies et l'extraction de bois. Il signale que 1,1 million de km², soit 15 % de la région amazonienne, sont occupés par des projets et des plans d'extraction de pétrole et de gaz, tandis que les projets miniers en occupent 1,6 million de km², soit 21 % de la région. Il signale aussi l'existence de 417 projets de barrages hydroélectriques, existants ou prévus. [10] L'étude prévient que, si les menaces détectées continuent d'avancer, « *près de la moitié de la forêt amazonienne pourrait disparaître* ». [11]

La même tendance à accroître la pression sur les forêts tropicales, y compris par la superposition de grandes concessions affectées à des activités diverses, est visible en **Indonésie** où, comme au Brésil, et toujours d'après les chiffres de la FAO, la déforestation a diminué au cours de la décennie passée (2000 – 2010). Néanmoins, la réalité risque d'être différente : des organisations écologistes, comme WALHI, ont constaté qu'une énorme quantité de concessions ont été accordées à des plantations de palmier à huile, à des plantations industrielles d'arbres et à des mines de charbon, aggravant le danger que courent les forêts indonésiennes et occupant la plupart des régions de forêt tropicale du pays. En Sumatra du Sud, par exemple, près de 66 % du territoire ont été occupés par de grandes entreprises pour y faire des plantations de palmiers à huile, de canne à sucre, d'acacias et d'hévéas. En Kalimantan Central, 78 % du territoire ont été alloués en concession, surtout à des compagnies de palmier à huile mais aussi à des entreprises minières.

En 2011, le gouvernement indonésien a annoncé un moratoire de 2 ans sur toute nouvelle concession forestière. Or, ce moratoire a été fortement critiqué par des ONG qui le considèrent comme inefficace, tout d'abord parce qu'il ne concerne que les forêts primaires et les tourbières, tandis qu'il exclut les concessions existantes, même celles qui n'en sont qu'à la première étape de la mise en œuvre de leurs projets. En outre, peu après que le moratoire a été annoncé, les terres allouées à des plantations d'arbres à bois et à pâte ont presque doublé et, en plus, le moratoire a

des lacunes qui permettent l'existence d'activités minières et de certaines cultures alimentaires et énergétiques. [12] Selon Kiki Taufik, de Greenpeace Indonésie, « *En Kalimantan, la plupart des forêts détruites se trouvaient dans des régions où des concessions pour des mines de charbon avaient déjà été accordées (...)* » [13] Un autre problème, cette fois d'ordre général, est que l'efficacité du moratoire est difficile à mesurer, faute de statistiques fiables en matière de déforestation.

Dans un communiqué de presse récent, une coalition d'ONG affirme : « *La forêt indonésienne se réduit rapidement chaque année, tandis que les gouvernements locaux sabotent le moratoire en redéfinissant de grandes étendues de forêt comme des zones non boisées, et en planifiant ou en permettant la mise en œuvre de grands projets alimentaires et agricoles* ». [14] En plus, on délivre davantage de permis pour utiliser des forêts naturelles comme des « forêts de production » pour l'extraction de bois. L'accroissement de la superficie plantée de palmiers à huile, qui est passée de 7,3 à 9,1 millions d'hectares entre 2010 et 2012, est un indicateur supplémentaire de la poursuite de la déforestation. [15]

La coalition d'ONG mentionnée montre aussi que la stratégie REDD+ n'a pas encore réussi à améliorer la gestion des forêts : « *Pendant ce temps, la Stratégie nationale REDD+ a été formulée préparée dans le but d'améliorer la gestion de la forêt indonésienne de façon complète et fondamentale. Le processus de préparation a été relativement transparent et les intéressés y ont participé. Il a été reconnu que l'actuelle gestion forestière de l'Indonésie se heurte à de graves problèmes qui requièrent de solutions extraordinaires, autres que le statu quo. Pourtant, cette tentative reçoit elle aussi des attaques* ».

La République démocratique du Congo possède la plupart des forêts tropicales d'Afrique, lesquelles couvrent deux tiers du bassin du Congo. Le taux de déforestation y a été d'environ 0,25 % (la moyenne mondiale est de 0,6 %) pendant les deux dernières décennies ; comparée à celles du Brésil et de l'Indonésie, la déforestation du pays a été inférieure, aussi bien en rythme qu'en superficie.

Le gouvernement de la RDC a annoncé en 2002 la suspension de toute nouvelle concession forestière. Or, cette mesure a été considérée comme inefficace par les ONG concernées par les forêts. Une étude récente de Greenpeace montre, par exemple, que les exploitants forestiers industriels sont en train de court-circuiter le moratoire en utilisant des permis artisanaux, et qu'ils travaillent sans aucun contrôle ni surveillance. [16]

Le récent développement de la politique au sujet de REDD adoptée par la RDC depuis 2007 a été influencé surtout par deux études où sont analysées les causes de la déforestation. La première, réalisée par l'organisme nord-américain Woods Hole Research Center et présentée en 2007, conclut que « *la déforestation est déterminée avant tout par l'augmentation de la densité de la population... associée surtout au système de l'agriculture itinérante* ». L'étude mentionne aussi la collecte de bois de feu et la production artisanale de charbon comme facteurs de déforestation. Le deuxième rapport, réalisé par le cabinet conseil McKinsey, signale aussi que la pression démographique est le premier facteur à prendre en compte en ce qui concerne la déforestation.

Les deux rapports ont été fortement critiqués pas les organisations de la société civile et par les peuples indigènes de la RDC qui dépendent des forêts, du fait qu'ils considèrent les communautés locales comme les principaux facteurs de déforestation, tandis qu'ils minimisent le rôle de l'exploitation forestière industrielle. Greenpeace a contesté les suppositions et les analyses présentées dans le rapport de Mc Kinsey et signalé que, dans les forêts les plus intactes de la RDC,

la principale menace n'est pas l'agriculture itinérante mais l'abattage industriel. Les concessions forestières sont celles qui causent la dégradation des forêts, un phénomène qui touche des superficies bien plus étendues que celles où l'on pratique le déboisement à des fins de subsistance. [17] En outre, les organisations de la société civile affirment que l'augmentation de l'extraction de bois de feu a été causée surtout par la croissance rapide des centres urbains qui en a fait augmenter la demande. [18] Les conflits armés de longue date et la situation générale en RDC ont causé, et continuent de causer, des déplacements massifs et le développement de l'urbanisation.

Un nouveau rapport sur les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts vient d'être publié, rédigé par l'organisation de la société civile congolaise Groupe de Travail Climat REDD, en collaboration avec la FAO et avec l'assistance de l'Université belge de Louvain. Le rapport fait une analyse qualitative de la déforestation et de la dégradation des forêts pendant la période 1990 – 2005, à partir d'interviews avec des « experts » et des scientifiques de plusieurs provinces du pays, et il reconnaît l'existence dans le pays de diverses parties intéressées et de différents écosystèmes. L'étude inclut une table des causes de déforestation par province, basée sur les témoignages des « experts » et des scientifiques interviewés, et conclut que l'agriculture itinérante est la cause directe la plus souvent mentionnée et que la croissance urbaine en est la cause sous-jacente la plus mentionnée. L'exploitation forestière industrielle et d'autres activités sont évoquées également, mais à un degré bien moindre. Cependant, le rapport ne dit pas comment chaque facteur contribue à la déforestation du point de vue quantitatif ; cette question semble être l'objet d'une deuxième partie de l'étude, sur la base d'information obtenue par télédétection et vérification sur le terrain. [19]

REDD+ peut-il réduire la déforestation ?

Le système REDD+ ne vise pas à arrêter la déforestation mais à la réduire. Il suppose donc que les forêts tropicales continueront d'être détruites, mais un peu moins que maintenant. Or, REDD et d'autres initiatives dans le même sens, comme le paiement et le commerce des services écologiques, sont-ils vraiment capables de mieux protéger les forêts tropicales du monde ?

Le Brésil et l'Indonésie, qui figurent respectivement à la première et à la deuxième place dans la liste des pays qui ont perdu le plus de forêts dans la décennie 2000–2010, sont aussi à la tête de plusieurs initiatives REDD. Cependant, ces projets ne disent pas grand-chose des grands facteurs déterminants de la déforestation, comme l'abattage industriel, l'agriculture, les mines, l'extraction de pétrole et de gaz, les barrages hydroélectriques et les infrastructures qui ont causé la déforestation à grande échelle. D'ailleurs, les informations récentes présentées dans la section précédente montrent que ces facteurs continuent à causer la déforestation dans ces pays. En outre, ils sont étroitement liés à la production axée sur l'exportation, ils s'accompagnent de promesses de « développement » et de « progrès », et ils provoquent d'autres phénomènes, comme la migration intérieure et l'urbanisation dans les zones boisées concernées et autour d'elles, qui intensifient encore la déforestation.

Ce même ensemble de facteurs de déforestation à grande échelle risque d'avancer de plus en plus en Afrique également. Par exemple, en RDC, le gouvernement – citant le rapport de McKinsey – a estimé en 2009 que, d'après les projections de croissance économique de la Banque mondiale et du FMI pour le pays et si les tendances restaient inchangées, les activités d'envergure comme l'extraction minière, pétrolière et gazière et l'agriculture industrielle allaient aboutir à la disparition de 12–13 millions d'hectares de forêt pendant la période 2010 – 2030. Ces institutions risquent d'avoir exagéré ces projections, qui coïncident avec l'intérêt néolibéral de promouvoir la croissance du secteur privé mais, si elles se réalisent, le taux de déforestation sera 40 % plus élevé qu'aujourd'hui. [20]

Ainsi, ce qu'on attend de REDD en RDC est qu'il évite cette accélération de la destruction des forêts, tout en garantissant la croissance économique et les investissements que l'augmentation de la déforestation devrait stimuler. La solution proposée consiste à situer une partie des activités à grande échelle dans des zones considérées comme « marginales », ou bien d'encourager le reboisement – ce qui peut inclure la monoculture d'arbres – dans des forêts déjà « dégradées ». Le rapport de McKinsey recommande, par exemple, d'appliquer des programmes d'afforestation sur près de 7 millions d'hectares, et des programmes de reboisement sur 4 millions d'hectares de « forêts dégradées ». Le développement de l'agriculture industrielle, surtout par la plantation de palmiers à huile, est « recommandé ». Quarante mille emplois sont promis.

Or, le rapport de McKinsey, comme d'autres documents semblables dont le but est de préparer les pays pour l'application de REDD, ignorent l'expérience du processus d'accaparement de terres qui a lieu à l'heure actuelle en Afrique et ailleurs. La réalité montre que les entreprises n'ont aucun intérêt à faire leurs plantations dans des zones « dégradées », entre autres choses parce que la productivité risque d'y être faible. D'autre part, il est difficile de trouver des terres fertiles qui ne soient pas utilisées par la population locale.

Pour les consultants de McKinsey, les communautés locales et la possibilité de conflits avec elles ne semblent pas exister. Les rapports des pays sur REDD mentionnent rarement les causes profondes de la déforestation et, quand ils parlent des causes directes, comme l'abattage industriel, ils en minimisent l'importance. De nombreux promoteurs de REDD (voir l'encadré 4 sur les « acteurs ») supposent, tout simplement, qu'on peut rendre « durables » les activités industrielles responsables de la destruction des forêts.

LA MÉTHODE QUI CONSISTE À DÉCLARER « DURABLES » LES ACTIVITÉS DESTRUCTRICES DES FORÊTS

Depuis les années 1990, la plupart des grandes entreprises mondiales destructrices des forêts ont adopté des « objectifs de durabilité », souvent associés à quelque système de certification. Beaucoup de compagnies internationales d'huile de palme, responsables de la destruction de millions d'hectares de forêt en Indonésie et en Malaisie, ont adhéré à la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO). De même, l'élevage industriel de crevettes, principale cause de la destruction des mangroves, est présenté aujourd'hui comme « durable » s'il possède un certificat. Les entreprises pétrolières et gazières qui ont provoqué d'innombrables déversements de pétrole dans les forêts à grande biodiversité de l'Équateur, affirment elles aussi qu'elles adhèrent à des principes de durabilité.

Les plus grandes entreprises minières du monde ont constitué le Conseil international des mines et des métaux. [21] Ces entreprises sont en train de s'engager à appliquer le dénommé « Cadre pour le développement durable » : elles essaieront d'obtenir une certification « indépendante » et de respecter 10 principes, dont un qui les oblige à « contribuer à la conservation de la biodiversité et à adopter une approche intégrée pour la planification de l'utilisation des sols ». L'exploitation forestière a été, elle aussi, « transformée » en une activité « durable ». Au début des années 1990, la coupe rase dans les forêts primaires était la principale cause directe de la diminution des forêts dans des pays comme la Malaisie. Cette pratique avait déjà fait l'objet de campagnes et d'appels au boycott du bois tropical dans les pays du Nord pendant les années 1980. Depuis, la soi-disant « gestion forestière durable » pour la production de bois a pris de l'essor. Les chiffres de la FAO montrent qu'en 2010, près de 1,6 million d'hectares de forêt étaient déjà soumis à un plan de gestion de quelque sorte, ce qui, selon la FAO, est un pas important vers la « gestion

forestière durable ». La FAO résume cette idée en disant que « la gestion forestière durable progresse à l'échelon mondial ». Or, la diminution des forêts continue sans relâche. Les communautés locales se plaignent des dégâts écologiques causés par la « coupe sélective », et de la répression et les violations des droits qu'elles subissent, même de la part de compagnies forestières qui affirment pratiquer une extraction « durable ». Par exemple, Greenpeace a signalé que SIFORCO, filiale du groupe allemand Danzer basé en Suisse qui opère en RDC, est impliquée dans de graves conflits sociaux dans la communauté de Yalisika, où il y a eu des arrestations arbitraires, des viols et des passages à tabac. Ceci est arrivé des années après que Danzer a été la première entreprise forestière à obtenir la certification du FSC pour sa « gestion forestière durable » en RDC. SIFORCO est la deuxième entreprise forestière en RDC et un grand producteur et vendeur de bois dur. [22] L'État brésilien d'Acre a été présenté comme un exemple international de durabilité et de conservation des forêts.

Pourtant, malgré cette durabilité la quantité de bois extrait a quadruplé pendant la dernière décennie, provoquant une dégradation des forêts et une destruction environnementale très graves, comme le signalent des rapports récents. [23] Bref, on dirait que le principe du « pollueur payeur » s'est transformé, au fil des ans, en celui du « pollueur certifié et récompensé ».

La tendance à l'accaparement de terres et à la proposition de fausses solutions

Les rapports récents mentionnés et les déclarations de chercheurs et d'ONG des principaux pays de forêt tropicale révèlent tous une tendance à l'accaparement de terres et au contrôle de plus en plus fort des zones de forêt tropicale par de grandes entreprises, presque toutes privées.

D'une part, les transnationales sont en train d'accroître leur accès à des terres grâce à des concessions qui leur accordent le droit d'exercer des activités destructrices des forêts. Ces activités sont de plus en plus menées sous le drapeau de la « durabilité ». Le problème est que, bien que certaines d'entre elles puissent s'améliorer (ce qui arrive rarement), leur expansion continuera de détruire les forêts, rendant futile toute tentative de résoudre un problème général par des changements qualitatifs au niveau d'un projet particulier. Il est vrai que, dans certains cas, on peut prendre plusieurs mesures, des améliorations techniques par exemple, pour atténuer les effets les plus nuisibles. Néanmoins, la tendance générale à augmenter l'extraction de ressources naturelles et d'élargir les grandes plantations industrielles d'exportation pour « alimenter » le modèle de consommation non durable promu par les transnationales – *une des causes sous-jacentes de la déforestation* – ne peut aboutir qu'à une destruction plus forte et rapide des forêts et à davantage de conflits et de problèmes pour les communautés qui en dépendent.

LA CONSOMMATION INVIABLE RISQUE D'AUGMENTER

Si les pays industrialisés du Nord maintiennent leurs habitudes actuelles de consommation, et si les élites urbaines des économies « émergentes » du Sud suivent la même tendance, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) prédit que, en 2050, la consommation mondiale de minéraux, de minerais de fer, de combustibles fossiles et de biomasse atteindra 140 milliards de tonnes par an, soit trois fois plus qu'aujourd'hui. [24] À peu près 70 % des articles de consommation manufacturés dans l'Union européenne (UE) dépendent de substances minérales métalliques et non métalliques que l'Europe est obligée

d'importer, souvent des régions de forêt tropicale. La fabrication d'un téléphone portable, d'un ordinateur ou d'un écran de télévision requiert d'utiliser entre 40 et 60 matières premières telles que le lithium, le tantale, le cobalt et l'antimoine, qui deviennent de plus en plus difficiles à obtenir. La demande et les prix de ces substances sont en train de monter et continueront de le faire. Les Amis de la Terre Europe ont donné, dans une autre étude, des preuves de la dépendance de l'UE des terres nationales mais aussi de terres situées ailleurs : la consommation de terres par personne est de 1,3 ha dans l'UE, tandis qu'elle est de moins de 0,4 ha par personne en Chine et en Inde. 60 % des terres utilisées pour répondre à la demande européenne de produits agricoles et forestiers se trouvent à l'extérieur de l'UE. [25] Peu de consommateurs européens le savent, mais les transnationales, elles, sont parfaitement conscientes des énormes profits qu'elles peuvent tirer en combinant l'accaparement de davantage de terres pour répondre à l'augmentation espérée de la consommation, avec la hausse des prix et les possibilités de spéculation sur les marchés financiers.

D'autre part, des terres sont accaparées aussi pour les transformer en zones protégées, comme dans le cas des projets REDD+. Beaucoup de rapports nationaux sur REDD+ proposent de faire un « zonage » des forêts tropicales pour définir quelle partie de ces forêts sera protégée et quelle autre restera disponible pour des activités industrielles ou autres. Du moment que les problèmes fonciers, comme l'absence de reconnaissance des droits des peuples forestiers à leur terre – *une des causes sous-jacentes de la déforestation* – ne sont pas généralement pris en compte dans les propositions de zonage, celui-ci va probablement augmenter les incertitudes des peuples forestiers concernant leur territoire.

Selon la FAO, la superficie forestière affectée à la conservation de la diversité biologique, située surtout à l'intérieur des zones protégées, a augmenté de plus de 95 millions d'hectares depuis 1990, en particulier pendant la période 2000 – 2010. La plupart de ces zones ont été créées en Amérique du Sud, et elles ont donné lieu à des conflits avec les communautés locales. Dans plusieurs cas, celles-ci ont été expulsées et ont dû trouver ailleurs des moyens d'existence. Si le couvert forestier s'est accru dans les zones protégées, la migration de familles qui en ont été expulsées a abouti à un accroissement de la déforestation. En outre, les projets de conservation de type REDD, basés sur le stockage de carbone et censés fonctionner à l'avenir grâce à la commercialisation de ce carbone, seront associés à la poursuite et même à l'intensification des activités polluantes à d'autres endroits, à l'intérieur ou à l'extérieur des forêts tropicales, et surtout dans les pays du Nord.

Ainsi, ce sont souvent les mêmes agents de la destruction des forêts qui participent à des projets censés les protéger, par exemple au moyen de projets REDD+.

LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA DÉFORESTATION ET DANS LES ACTIVITÉS REDD+

Bien que, d'après son nom, REDD+ vise à réduire la déforestation et à accroître les stocks de carbone dans les zones boisées, l'idée des défenseurs de ce système est de le faire fonctionner par le biais des marchés du carbone, grâce à un raisonnement tout à fait différent : si elle protège les forêts à un endroit déterminé, une compagnie est en mesure de détruire les forêts ailleurs, ou de polluer l'environnement par l'extraction ou la production industrielles, car un projet REDD+ permet de compenser cette destruction. Cela explique pourquoi les promoteurs du système REDD participent non seulement à des efforts de conservation mais

aussi à la destruction des forêts.

À titre d'exemple, un rapport de Greenpeace montre que la Banque mondiale a joué un rôle déterminant dans le développement de la stratégie REDD+ du gouvernement de la RDC, mais qu'elle a joué également un rôle-clé dans le développement de politiques forestières qui ont privilégié l'industrie forestière et causé la déforestation dans ce même pays. [26] De même, la Banque mondiale a beaucoup aidé les pays de forêt tropicale à mettre en œuvre d'autres politiques et activités qui provoquent la diminution des forêts.

Les sociétés transnationales participent de plus en plus à des initiatives de conservation, tout en continuant de détruire les forêts et de polluer l'environnement avec leurs activités extractives. En Indonésie, par exemple, où l'industrie minière est une cause directe de déforestation, plusieurs grandes entreprises minières investissent dans des projets de conservation. [27] Rio Tinto, une des principales sociétés minières du monde, a dit qu'elle espérait d'utiliser REDD *« comme outil économique pour compenser l'empreinte carbonique de Rio Tinto et pour conserver la biodiversité »*. BHP Billiton, un autre acteur mondial d'importance, est un des membres fondateurs du Kalimantan Climate Forest Partnership (KFCP) de l'Indonésie, un projet REDD+ qui cause beaucoup de problèmes aux communautés locales. [28] La compagnie a une concession de 335 000 ha pour l'extraction de charbon minéral à Maruwai, en Kalimantan Central, et elle prévoit d'élargir ses activités d'extraction de minerai de fer.

D'autres protagonistes du groupe sont les gouvernements donateurs, comme celui de la Norvège. La Norvège a promis d'investir un milliard de dollars pour réduire la déforestation au Brésil et en Indonésie ; simultanément, son fonds de pensions étatique investit dans des compagnies d'huile de palme qui transforment des forêts en plantations industrielles. [29]

Les institutions du marché financier, de leur côté, investissent dans des industries destructives, comme elles l'ont toujours fait, mais elles sont prêtes également à investir dans des projets concernant le carbone forestier, car il s'agit de nouvelles possibilités d'affaires. Une cinquantaine de compagnies telles que Merrill Lynch, Standard Bank et JP Morgan appartiennent à la Carbon Markets and Investors Association et, d'après leur site internet, *« proposent des solutions commerciales efficaces pour combattre le changement climatique »*. [30]

De même, les grandes ONG de conservation qui, comme le WWF, participent à la formulation de projets pilotes REDD, souhaitent *« aider »* les entreprises à rendre *« durables »* ou à faire *« certifier »* leurs activités destructrices. Conservation International et The Nature Conservancy sont impliquées dans des initiatives de ce genre.

Il faut mentionner aussi d'autres initiatives qui concernent spécifiquement la certification. Le FSC a certifié *« durables »* des millions d'hectares de plantations industrielles d'arbres, malgré tous les effets négatifs des plantations de ce genre, que les communautés locales ont signalés. Ce faisant, le FSC a renforcé la position des compagnies propriétaires de ces plantations. De plus, le FSC participe aussi à des activités REDD de compensation d'émissions, et plusieurs compagnies qui participent à ces projets concernant le carbone des arbres utilisent le FSC pour obtenir des certificats et vendre leurs crédits d'émission.

Dans tous les cas, et avec l'ONU en tête, tous ces acteurs défendent la soi-disant *« économie verte »*, présentée comme une option *« où tout le monde gagne »*, qui s'attaque

aussi bien à la crise économique et financière qu'à la crise environnementale en redirigeant les investissements vers le « capital naturel » et vers de nouvelles technologies censément propres (comme celles basées sur la biomasse), vers le « marché du carbone » et vers le commerce en « services écologiques » en général. [31]

Conflits et résistance

L'accaparement de terres dans des zones boisées, pour des activités destructrices ou des activités protectrices (REDD), est en train de laisser de moins en moins de place aux peuples forestiers et aux communautés tributaires des forêts.

Dans l'étude de RAISG [32] sur la déforestation dans le bassin amazonien, une série de cartes concernant les principales menaces (projets routiers, exploitation forestière, extraction minière, pétrolière et gazière, barrages hydroélectriques et incendies) ont été dressées et comparées aux cartes des territoires indigènes. L'étude montre que 95 % des terres des près de 400 peuples indigènes de la région sont touchés par une ou plusieurs de ces menaces. [33] Les chiffres de l'étude montrent, par exemple, l'existence de 96 000 km de routes dans l'Amazonie, dont 9 500 km traversent des territoires indigènes.

En Indonésie, une coalition d'ONG signale que « *le Conseil forestier national (DKN) a relevé l'existence de conflits concernant la gestion des forêts dans 19 420 villages de 33 provinces du pays, comme c'est le cas en Mesuji, en Senyerang et en Pulau Padang. La superficie en dispute est la plus étendue de tous les secteurs agraires, et couvre plus de 1,2 million d'hectares (HuMa, 2012)* » [34]. En 2010, l'ONG WALHI avait déjà reçu des plaintes et soutenu les communautés dans 113 cas d'appropriation de terres par des entreprises, qui avaient conduit à la criminalisation et à l'arrestation de 147 personnes. En outre, WALHI avait reçu 66 rapports d'intimidation et de violences, sans parler des coups de feu reçus par 28 personnes et de la mort de 10 autres, dont des femmes et des enfants, dans un conflit concernant la plantation de palmiers à huile. [35]

En RDC orientale, une étude concernant un projet pilote REDD+ développé par Conservation International et financé par la société Disney montre que le projet en question renforce le type de réserve de nature qui prive les communautés locales de leurs droits traditionnels. Pour cette raison, les communautés de la Réserve de primates de Kisimba-Ikobo se sont opposées au projet, qui vient compliquer encore davantage leur lutte pour leurs droits coutumiers à leur territoire, ainsi que leur droit de gérer la forêt dont elles dépendent.

Les initiatives qui essaient de résoudre des problèmes tels que la non-reconnaissance des droits territoriaux des peuples forestiers et des peuples tributaires des forêts, ou la mauvaise gestion des forêts – *des causes sous-jacentes de déforestation* – et qui essaient aussi de faire participer de façon appropriée les organisations locales et les communautés forestières, se heurtent à de nombreuses difficultés. Un exemple en est l'initiative FLEGT.

FLEGT

L'exploitation forestière illégale que l'on pratique dans la plupart des pays de forêt tropicale a un effet dévastateur sur les communautés et sur la diversité biologique, tandis que le bois extrait et ses dérivés sont achetés sans le savoir par des consommateurs et des compagnies des pays consommateurs comme l'Europe ; ainsi, l'abattage illégal est financièrement viable

et conspire contre les efforts de résoudre le problème.

Le plan FLEGT (Application des réglementations forestières, gouvernance et commerce) et, en particulier, les Accords de partenariat volontaires (VPA), sont des initiatives qui visent à garantir que le bois vendu dans l'UE a été produit légalement. L'initiative FLEGT de l'UE entend s'attaquer aux causes premières de l'illégalité, telles que la corruption, l'absence de clarté en matière de droits fonciers et l'influence excessive de l'industrie du bois sur la législation et les politiques forestières.

Un des principaux résultats positifs que ce processus a eus à ce jour est le renforcement du rôle de la société civile organisée dans la formulation des politiques forestières des pays de forêt tropicale où les VPA ont été négociés. Néanmoins, un des principaux problèmes est que, une fois les VPA signés, le processus d'application est très lent. Une partie essentielle des VPA est l'existence, dans les pays exportateurs de bois, d'un Système d'assurance de légalité (LAS) efficace. Or, la mise en fonctionnement de systèmes qui tracent fidèlement le parcours de l'arbre de la forêt au port d'exportation s'avère très difficile.

Tandis que les VPA ont pour but de combattre l'illégalité dans le commerce du bois dans le pays exportateur, le Règlement sur le bois de l'UE (EUTR) vise le commerce du bois dans l'UE. Il établit que, à partir du 3 mars 2013, tous ceux qui mettront en marché du bois illégalement produit pourront être poursuivis. Pour que le plan FLEGT puisse vraiment réduire la récolte illégale de bois, une application efficace de l'EUTR sera indispensable. Néanmoins, certains craignent que les pays de l'UE ne soient pas prêts à appliquer cette législation, et que le bois de source illégale continue d'accéder au marché européen. [36]

3. Un nouvel appel à arrêter la déforestation

Qui tire profit de la conservation des forêts ?

Les communautés qui dépendent des forêts seraient les premières avantagées si la destruction des forêts s'arrêtait. Un leader pygmée de RDC orientale déclare que « *La forêt et les peuples indigènes peuvent être décrits comme des amis inséparables. La vie d'un pygmée dépend à 100 % de la forêt, parce que la forêt est notre foyer 'par excellence'. Je peux affirmer que, sans la forêt, les peuples indigènes ne pourraient pas vivre* ». [37]

La tendance à s'approprier de plus en plus de terres dans les forêts, aussi bien pour l'extraction destructrice que pour des activités « protectrices », a rendu plus dure la lutte de la plupart des peuples tributaires des forêts pour défendre leurs droits fonciers traditionnels. En dépit des progrès accomplis au plan international en matière de législation, au plan national il reste beaucoup à faire encore pour que les accords internationaux reconnaissent les droits des peuples forestiers.

En Indonésie et en RDC, les droits de possession de la terre des peuples indigènes ne sont pas encore officiellement et entièrement reconnus. Dans des pays comme le Brésil, où plusieurs causes directes de déforestation exercent des pressions sur les zones boisées, y compris celles des peuples indigènes, la tendance actuelle est à multiplier les violations de leurs droits territoriaux, et les secteurs conservateurs du parlement et de la justice essaient de faire réviser les droits constitutionnels des peuples indigènes et traditionnels, afin de faciliter l'accès d'intérêts privés aux ressources naturelles des zones communales.

LES PEUPLES INDIGÈNES EN ISOLEMENT VOLONTAIRE

De nombreuses personnes ne savent pas qu'il existe des peuples indigènes qui souhaitent rester isolés du monde dans lequel nous vivons ou, comme c'est parfois le cas dans l'Amazonie, qui ont toujours cherché l'isolement par des moyens qui leur ont permis de rester à l'écart du monde extérieur et même d'autres peuples indigènes qui ont des contacts réguliers avec le monde extérieur.

Le désir de vivre dans l'isolement est souvent le résultat d'un choix, dû à des expériences violentes ou autrement négatives associées à des invasions passées de leurs territoires. Or, il est devenu de plus en plus difficile à ces peuples de préserver leur isolement. Le processus d'accaparement de terres forestières décrit dans le présent bulletin met cet isolement encore plus en danger, parce que les zones où ces peuples peuvent encore survivre et maintenir leur mode de vie sont souvent les mêmes que les accapareurs convoitent. Ces peuples sont harcelés et attaqués par des activités qui détruisent la forêt dont ils dépendent et, en Amérique du Sud, ils auraient subi aussi les effets des projets REDD.

Dans les forêts tropicales de tous les continents on trouve encore des peuples volontairement isolés dont les réalités sont différentes, mais il est évident qu'ils ne pourront pas survivre si leurs régions sont soumises à une quelconque forme d'appropriation.

Les forêts ne sont pas importantes uniquement pour ceux qui en dépendent directement : elles remplissent une série de fonctions qui sont fondamentales pour l'humanité et pour le maintien de la vie sur la planète.

Une coalition d'ONG indonésiennes révèle les effets de la déforestation sur les habitants de leur pays : « *nous avons été témoins de désastres massifs dus au rétrécissement des forêts qui servent au captage des eaux et qui accomplissent d'autres fonctions écologiques. Les inondations qui ont eu lieu à Jambi au Kalimantan central, et celle, énorme, à Wasior, en Papouasie, auraient dû alerter le secteur qui gouverne les forêts. Les inondations récentes à Jakarta, causées en partie par la déforestation dans les sources de montagne et sur les bords des 13 rivières qui coulent vers la ville, sont un avertissement de plus pour le gouvernement sur ce qui peut se passer s'il ne respecte pas son engagement de sauver les forêts qui restent* ». [38]

Il est très préoccupant que les études sur les impacts du changement climatique, un phénomène dont l'origine est le modèle dominant de production et de consommation, soulignent que le changement climatique aggrave encore le processus de destruction des forêts. Un rapport de la NASA qui porte sur l'Amazonie affirme que, depuis 2005, la région a montré des signes de dégradation à cause du changement climatique. D'après cette étude, la forêt amazonienne n'a pu se remettre qu'en 2010 de la grande sécheresse de 2005, et elle a subi alors une nouvelle période de forte sécheresse. Ceci peut porter atteinte grave à la structure et aux fonctions des écosystèmes qui existent à l'intérieur de la région de la forêt amazonienne. [39]

Les droits de la Nature et la valeur intrinsèque des forêts

Parmi les raisons pour lesquelles il faut arrêter la déforestation figure aussi ce qu'on appelle les « droits de la Nature », qui reconnaissent la valeur intrinsèque des forêts. Bien que ce concept soit nouveau pour beaucoup de personnes, il fait partie de beaucoup de cultures et de croyances

indigènes du monde entier. La question a acquis de la notoriété et de l'importance en 2008, lorsque l'Équateur a inclus les droits inaliénables de la Nature dans sa nouvelle Constitution. Bien qu'il puisse s'agir plutôt de paroles que d'actes, l'idée représente un changement radical par rapport à la tendance à l'accaparement de terres et à la privatisation des forêts tropicales, et un nouvel « outil » de grande valeur dans la lutte contre la déforestation.

Vers un renforcement du combat contre la déforestation

À propos des causes sous-jacentes de la déforestation, le FNUF a constaté en 1999 qu'il était nécessaire d'adopter des mécanismes démocratiques pour la prise de décisions concernant la gestion des ressources naturelles, en reconnaissant les droits territoriaux des peuples indigènes et autres communautés traditionnelles ; qu'il fallait introduire des changements dans les politiques macro-économiques internationales, y compris dans le processus de libéralisation du commerce, et qu'il était nécessaire de modifier les actuels modes de consommation non durables. [40]

Pour arrêter la déforestation il faut en éliminer les causes profondes. Pour y parvenir, il faut prendre des mesures importantes :

+ Reconnaître les droits que possèdent les communautés forestières et celles qui dépendent des forêts sur leurs territoires communaux, en faisant particulièrement attention aux peuples indigènes volontairement isolés qui ont de plus en plus de difficultés à maintenir leur mode de vie. La démarcation des territoires des peuples indigènes est un moyen efficace d'arrêter la déforestation, et la reconnaissance des droits de ces peuples implique aussi de reconnaître les droits de la Nature et de respecter les droits de l'homme. D'après des études menées au Brésil, les forêts sont mieux protégées dans ces territoires que dans des zones boisées comparables situées à l'extérieur.

+ Combattre l'exclusion sociale des peuples tributaires des forêts et soutenir leurs efforts pour gérer et gouverner leurs territoires forestiers. Les peuples des forêts de beaucoup de pays riches en forêts sont de mieux en mieux organisés pour défendre leurs droits et pour maintenir leurs activités économiques basées sur l'agriculture et sur la collecte de produits forestiers non ligneux. Ils se heurtent à de nombreuses difficultés. Les communautés brésiliennes qui dépendent des forêts, organisées dans le Conseil national des populations qui vivent des forêts (CNS), continuent de subir des menaces, et des leaders ont été tués dernièrement parce qu'ils avaient dénoncé les exploitants forestiers qui avaient illégalement envahi leurs territoires. En Indonésie, le mouvement pour la gestion forestière communautaire est en train de se développer, mais sa reconnaissance est encore très limitée : sur les près de 39 millions d'hectares de forêt pour lesquels ont été délivrés des permis d'exploitation, seuls 0,5 % ont bénéficié au peuple. [41]

+ Définir les forêts en tenant compte de ce qu'elles signifient pour les peuples qui en sont tributaires ; exclure de cette définition les plantations industrielles d'arbres en régime

de monoculture, lesquelles ne sont pas des forêts.

+ **Dénoncer les fausses solutions**, comme les activités industrielles « durables » dans les forêts tropicales, REDD+, le commerce des services environnementaux, les partenariats public-privé, « l'économie verte », etc., que les acteurs mentionnés dans l'encadré 4 proposent ou soutiennent. Ces solutions coûtent énormément d'argent aux gouvernements, et beaucoup de temps et d'efforts à tout un éventail d'ONG. Les gouvernements devraient « se réveiller » d'urgence et cesser de soutenir les fausses solutions, parce qu'elles n'arrêtent pas la déforestation et qu'elles ne réduisent pas non plus les injustices sociales et environnementales.

+ **Choisir de consommer moins, plutôt que d'acheter des produits certifiés** qui proviennent d'activités et de compagnies de grande envergure. Faire pression sur les gouvernements pour que les milliards de dollars qu'ils donnent à des transnationales et à des institutions financières soient dépensés à soutenir des alternatives au mode de production et de consommation dominant et non durable ; par exemple, en soutenant des formes de production locales et régionales. Nous réitérons l'appel lancé par le réseau international Oilwatch : *Laissez le pétrole et le charbon dans le sous-sol !*

+ **Exposer les actions des sociétés transnationales** et d'autres acteurs qui sont à la tête du processus d'accaparement de terres décrit dans ce bulletin. Adhérer à la Campagne pour démanteler le pouvoir et l'impunité des transnationales. [42] Tandis qu'à la fin des années 1990 l'absence de réglementation des sociétés transnationales a été mentionné parmi les causes sous-jacentes de la déforestation, la dernière décennie nous a appris que ces mêmes transnationales, par leurs activités et par l'influence qu'elles exercent, sont la principale menace pour l'avenir des forêts tropicales.

Considérations finales

Nous espérons que cette brève mise au point aura servi non seulement à informer sur le processus de déforestation tropicale, ses causes profondes, ses acteurs, ses effets et ses victimes, mais aussi à motiver nos lecteurs pour qu'ils soutiennent la lutte contre la déforestation. La tâche est énorme, mais il est indispensable que nous nous y mettions tous. Il faut défendre les solutions véritables plutôt que les fausses ; il faut soutenir les efforts pour démanteler le pouvoir des entreprises plutôt que de le renforcer ; et, par dessus tout, il faut construire des alliances plus fortes entre les gens du Nord et du Sud. La première Journée internationale des forêts, célébrée le 21 mars de cette année, est l'occasion de réitérer qu'il sera illusoire de penser à arrêter la disparition des forêts tant qu'on n'aura pas pris des mesures pour éliminer les causes profondes de la déforestation.

[1] <http://www.fao.org/docrep/013/i1757f/i1757f.pdf>.

[2] Voir le document d'information du WRM sur la définition de forêt : <http://www.wrm.org.uy/forests.html>.

[3] <http://www.wrm.org.uy/deforestation/indirect.html>.

[4] <http://www.wrm.org.uy/deforestation/process.html>.

[5] <http://wrm.org.uy/wp/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/brazil-continued-destruction-of-forests-and-biodiversity-in-the-state-of-acre-considered-a-model-of-the-green-economy-in-the-brazilian-amazon/>.

[6] <http://www.redd-monitor.org/2011/09/22/no-redd-platform-issues-wakeup-call-to-funders/>.

[7] <http://oglobo.globo.com/pais/exclusivo-desmatamento-na-amazonia-da-sinais-de-voltar->

[crescer-7389285](#).

[8] <http://wrm.org.uy/wp/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/brazil-belo-monte-an-illegal-and-immoral-hydroelectric-dam-project-that-violates-numerous-rights/>.

[9] Un groupe d'ONG et de services gouvernementaux qui s'occupent de questions environnementales et sociales dans l'Amazonie en utilisant la télédétection.

[10] <http://www.oeco.com.br/reportagens/26723-atlas-amazonia-sob-pessao-240-mil-km2-desmatados-em-10-anos>.

[11] <http://raisg.socioambiental.org/objectivos>.

[12] <http://news.mongabay.com/2012/0722-chart-indonesia-forest-moratorium.html>.

[13] <http://www.redd-monitor.org/2012/05/04/deforestation-in-indonesia-continues-despite-the-moratorium/>

[14] <http://news.mongabay.com/2012/0722-chart-indonesia-forest-moratorium.html>.

[15] Suhadi, Zenzi, 2012. Indonesia: Oil palm plantations and Industrial "Plantation Forest" (HTI) violate human rights destroying Indigenous People's Identity. Bulletin 185 du WRM.

[16] <http://www.greenpeace.org/africa/en/Press-Centre-Hub/Press-releases/Greenpeace-DRCs-moratorium-on-industrial-logging-being-bypassed/>.

[17] Greenpeace, 2010. « REDD en RDC : menace ou solution ? »

[18] MECNT. 2012 « Étude qualitative sur les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en République Démocratique du Congo ». Groupe de Travail Climat REDD et UN-REDD.

[19] MECNT. 2012 « Étude qualitative sur les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en République Démocratique du Congo ». Groupe de Travail Climat REDD et UN-REDD.

[20] MECNT. 2012 « Étude qualitative sur les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en République Démocratique du Congo ». Groupe de Travail Climat REDD et UN-REDD.

[21] <http://www.icmm.com>.

[22] <http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2011/stolen%20future.pdf>

[23] http://www.wrm.org.uy/bulletin/172/Brazil_Acre.html.

[24] http://www.wrm.org.uy/bulletin/167/UNEP_report.html.

[25] http://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/FoEE_Briefing_Europe_Global_Land_Demand_1011.pdf

[26] <http://www.greenpeace.org/france/PageFiles/266591/redd-en-rdc-menace-ou-soluti.pdf>.

[27] http://www.wrm.org.uy/bulletin/167/REDD_Indonesia.html.

[28] <http://www.wrm.org.uy/boletim/184/opiniao.html>.

[29] http://www.wrm.org.uy/bulletin/167/REDD_Indonesia.html.

[30] <http://www.cmia.net/>.

[31] <http://www.wrm.org.uy/bulletin/175/viewpoint.html>.

[32] Un groupe d'ONG et de services gouvernementaux qui s'occupent de questions environnementales et sociales dans l'Amazonie en utilisant la télédétection.

[33] <http://raisg.socioambiental.org/mapa-online/index.html>.

[34] <http://www.redd-monitor.org/2013/01/29/indonesian-ngos-demand-action-saving-indonesias-remaining-forests-can-no-longer-be-delayed/>.

[35] Suhadi, Zenzi, 2012. Indonesia: Oil palm plantations and Industrial "Plantation Forest" (HTI) violate human rights destroying Indigenous People's Identity. Bulletin 185 du WRM.

[36] Pour davantage d'information sur FLEGT, voir www.fern.org.

[37] http://www.wrm.org.uy/forests/Forests_Much_more_than_a%20_lot_of_trees.html.

[38] <http://www.redd-monitor.org/2013/01/29/indonesian-ngos-demand-action-saving-indonesias-remaining-forests-can-no-longer-be-delayed/>.

[39] <http://www.mo.be/artikel/amazonewoud-takelt-af-door-klimaatverandering>.

[40] <http://www.wrm.org.uy/deforestation/process.html>.

[41] <http://wrm.org.uy/wp/articles-from-the-wrm-bulletin/section2/indonesia-oil-palm-plantations-and->

[industrial-plantation-forest-hti-violate-human-rights-destroying-indigenous-peoples-identity/](#).

[42] <http://www.stopcorporateimpunity.org/>